

**Der FDP-Pressedienst - Le Service de presse PRD**

Nr. 12 - 30.03.2006

Actualité

**Pays de l'Est: Un milliard à tout point de vue bien investi**


L'intégration des pays de l'Est à cette entité socio-économique à laquelle nous appartenons, et qui s'appelle l'Europe, s'intensifie chaque jour. C'est là un plus pour la stabilité politique du vieux continent comme pour la création d'une force économique de taille à dialoguer avec ces puissants partenaires que sont les Etats-Unis et les pays d'Asie, Chine y compris.

Conseiller national (VD)

La Suisse, même non-membre de l'UE, a tout intérêt à favoriser cette intégration; une intégration qui ne peut que passer par une "mise à niveau" des dix nouveaux membres de l'UE. Nous avons du reste reconnu, dès la chute du mur de Berlin, la nécessité de soutenir le développement des ex-pays communistes, leur évolution vers la démocratie et l'économie de marché, par des versements totalisant plus de 3 milliards de francs.

Il s'agit aujourd'hui de poursuivre cette action. C'est le sens de la "Loi sur la coopération avec les Etats de l'Europe de l'Est" qui vient d'être approuvée par le parlement et à laquelle s'oppose, par référendum, l'UDC et les milieux nationalistes. La raison: son coût, 200 millions par an sur 5 ans, soit 1 milliard. Cette attitude relève du dogmatisme le plus étroit et de la phobie anti-européenne la plus contre-productive.

Aux raisons stratégiques générales développées ci-dessus de soutenir ce projet, s'ajoutent des considérations liées à notre politique européenne et à la banale défense de nos intérêts.

Que l'on soit pour ou contre notre entrée dans l'UE, il est du simple bon sens de reconnaître l'importance de nos relations avec notre premier partenaire culturel, social et économique. C'est cela que le peuple a plébiscité lors des deux votations de l'année dernière. Même si le versement du milliard n'est pas juridiquement lié aux bilatérales I et II, son refus en votation populaire conduirait inmanquablement à un durcissement de la position de Bruxelles à l'heure où nous avons d'autres dossiers à négocier avec elle. Ce refus serait d'autant moins compris par nos partenaires de l'UE que nos diplomates ont âprement négocié les conditions de notre versement, s'opposant à noyer celui-ci dans l'immense Fonds de cohésion pour le réserver à des projets précis, choisis par nous, développé dans les nouveaux pays de l'Est uniquement.

Soutenir la renaissance de ces pays de l'Est, c'est se créer un marché. Il suffit de voir avec quelle fougue l'économie privée se précipite en Pologne,

Slovaquie ou Hongrie pour comprendre que la construction de ces pays est source de profit pour les entreprises, les nôtres en particulier, s'intéressant à ces marchés, et de places de travail, en Suisse notamment. A plus long terme, avec l'élévation de leur pouvoir d'achat, slovènes, lituaniens et estoniens seront clients attirés de notre industrie d'exportation. Voilà donc un milliard bien investi!

Le projet est d'autant plus acceptable qu'il ne devrait pas péjorer les comptes de la confédération et rien coûter au contribuable. Le Conseil fédéral est prêt à compenser la dépense par des économies au sein des départements concernés ou grâce aux recettes dues à l'accord sur la fiscalité de l'épargne; accord décrié par l'UDC et pourtant accepté par le peuple, et qui semble rapporter plus que prévu. Décidément, pour un parti qui se veut défenseur d'une politique économique dynamique, ce parti a encore quelques œillères idéologiques à faire tomber.

Il y a en définitive bien peu d'éléments rationnels s'opposant à la poursuite de notre collaboration avec les pays de l'Est. Reste bien sûr à agiter les autres: la peur de ces concurrents qui émergent; l'argent des suisses qui ne doit aller qu'aux suisses; La conviction que la Suisse est tellement nécessaire aux autres que les autres devraient se limiter à la remercier d'exister. Les radicaux se sont toujours opposés à cette "analyse tripale" des questions qu'ils avaient à trancher; ils le feront cette fois encore.

**Der FDP-Pressedienst. Eine Dienstleistung der FDP für Sie.**

**Le Service de presse. Un service du Parti radical pour vous.**